

INTERVENTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

**Pierre Georis, secrétaire général de la Fondation Travail-Université
Comines-Warneton, 2 octobre 2004**

SCHEMA DE CONFERENCE

Introduction

Le thème qu'il a été demandé de traiter : le manque de repères dans notre société.

Le traitement qui en a été fait par l'orateur : le public étant composé d'intervenants sociaux, on transforme la question, pour la reformuler à propos de leurs préoccupations. A cet égard, le constat est celui d'un profond malaise parmi les intervenants.

Objectif de l'exposé :

- décrire le malaise
- en identifier les raisons
- formuler des hypothèses pour en sortir

1. Les intervenants sociaux sont divisés

Nous avons des images différentes du pauvre :

- l'inadapté : il lui "manque" toujours quelque chose ; logique individualisante qui débouche prioritairement sur des actions de guidance
- la victime : logique de société. Mais une nouvelle division apparaît :
 - victime d'inégalités : il continue à "manquer", mais en même temps il y a un appel à des politiques d'égalité
 - victime d'une exploitation : on sort de la logique de "manque" ; on entre dans une logique structurelle. Théoriquement, c'est la posture qui favorise l'auto-organisation des pauvres. En réalité, il ne suffit pas de le dire pour que cela marche. Des militants se battent entre eux autour du "qui a la légitimité pour s'exprimer au nom des pauvres ?"

Cela dessine des logiques de conflits.

Auxquels on peut en ajouter d'autres, classiques de la société belge :

- les "petits" contre les "gros"
- les clivages philosophiques
- la multiplicité des coopérations entre les mêmes peut provoquer l'exportation d'un conflit entre deux partenaires à toute une chaîne d'activités.

Plus récemment, les "nouvelles charités" (exemple emblématique : les restaurants du cœur) créent de nouveaux conflits :

- autour de l'enjeu : qui capte le marché du don privé ?
- autour du fond : les initiatives elles-mêmes provoquent la controverse

2. Avec la crise, l'interpellation de l'opinion publique

La crise génère :

- une exigence d'évaluation ("plus on donne de subsides, plus il y a de pauvres"). Même quand on adhère à l'idée d'évaluer, il subsiste un malentendu entre la demande quantitative ("combien de pauvres en moins ?") et la réponse qualitative ("voici ce que l'on a observé des pratiques")
- un sentiment d'insécurité, et donc un appel à l'action visible. C'est évidemment un drame pour tous ceux qui s'occupent de prévention.

3. La subvention publique

On connaît les problèmes budgétaires. Mais ils n'expliquent pas tout. Il y a en effet des logiques très différentes qui sont en concurrence entre elles (on vise le "champ intellectuel" de la délibération publique).

Une concurrence existe entre deux politiques économiques :

- la relance par l'offre (il faut des entreprises compétitives = la compression des coûts en première phase garantit la relance de l'activité, et donc la création de l'emploi)
- la relance par la demande (améliorer les revenus, surtout ceux du bas de l'échelle, c'est injecter des moyens pour la consommation, et donc pour faire fonctionner la machine).

Mais même ceux qui optent pour la politique de la demande se divisent entre eux.

- Pour les uns, il n'y a de salut que par l'économie dite marchande ("il faut préalablement avoir créé de la richesse ; ensuite la distribuer").
- Pour les autres, "tout est dans tout" = investir dans le non-marchand c'est de toute façon contribuer à faire tourner la machine.

Enfin, l'analyse sociologique se dissocie elle-aussi :

- Les uns justifient l'investissement dans le social par toutes les raisons qu'il y a à retisser du "lien social".
- Les autres vont critiquer dans le travail social une intervention qui ne contribue qu'à aménager la société duale (les travailleurs sociaux sont "les bras séculiers de l'Etat bourgeois").

4. Perspectives

Le grand enjeu théorique et pratique est de parvenir à donner un sens "macro" à des initiatives qui ne peuvent se prendre qu'au niveau "micro".

4.1. Affirmation que l'action sociale a à voir avec le développement économique. Arguments :

- l'Insertion Socio-professionnelle accompagne l'économie
- se placer dans la vision moderne de l'économie : l'investissement dans le non-marchand contribue à la croissance
- bien de nouvelles formes d'initiatives se réfèrent à des principes qui sont aussi ceux de la théorie du développement endogène :
 - compter d'abord sur ses propres forces
 - répondre à des besoins
 - s'organiser en filières

4.2. Jeu d'hypothèses pour atteindre une plus grande efficacité :

- approche multidimensionnelle des problèmes
- pour cela, s'inscrire dans le partenariat (ne pas mythifier le sujet : faire du partenariat, c'est d'abord avoir la volonté de gérer les conflits)
- favoriser la participation des publics-cibles dans la définition et la gestion des projets qui les concernent
- favoriser les pratiques d'évaluation, en particulier dans le sens de l'auto-évaluation (qui muscle les acteurs dans leurs capacités d'analyse).